

**Arrêté n° PCICP2025351-0001**

Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société AL-BABTAIN nom d'usage PETITJEAN  
sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le titre V, en particulier les articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2019282-0001 du 9 octobre 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 21 décembre 2022 établi à la suite de la visite d'inspection du 18 octobre 2022 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 25 août 2023 établi à la suite de la visite d'inspection du 22 juin 2023 ;

**VU** l'étude de danger n° EK1K0/24/196 du 9 octobre 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 6 décembre 2024 établi à la suite de la visite d'inspection du 16 octobre 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 4 septembre 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du 10 juin 2025 ;

**VU** le courrier recommandé du 4 septembre 2025 avec accusé de réception du 12 septembre 2025 transmettant le rapport susvisé à la société AL-BABTAIN nom d'usage PETITJEAN et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** qu'une action corrective était attendue sur le constat réalisé lors de la visite d'inspection du 6 décembre 2024 concernant le gardiennage et le contrôle des accès ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, dans son courriel du 20 décembre 2024, présentait une action corrective ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 10 juin 2025, les constats suivants sont établis :

- aucune mesure corrective ou compensatoire n'a été présentée ; la situation reste identique à celle du 6 décembre 2024 ;
- bien que l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 prescrive la réalisation d'une fiche d'information du public disponible en permanence en cas d'accident, l'exploitant ne dispose pas de cette fiche ;

**CONSIDÉRANT** que le site doit disposer d'une organisation interne définie et compétente pour piloter le plan des opérations internes et que les changements dans l'organisation conduisent l'établissement à ne pas satisfaire aux exigences réglementaires sur ce point ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 27 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 impose la mise en place d'appareils de détection indiquant la direction du vent afin d'anticiper le sens des rejets atmosphériques en cas d'accident ; que, lors de la visite du 10 juin 2025, il est établi qu'aucun dispositif n'est mis en place de nature à satisfaire à cette exigence ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a fourni une mise à jour de son Plan d'Opérations Internes (POI) après le 1<sup>er</sup> janvier 2023 qui n'intègre pas la liste des substances recherchées et des milieux associés pour les prélèvements environnementaux post-accidentels ; qu'il n'a pas défini la stratégie de prélèvement dans sa mise à jour du POI et n'a pas identifié les personnes compétentes pour la réalisation des prélèvements environnementaux post-accidentels ;

**CONSIDÉRANT** que l'analyse du risque foudre de l'établissement présentée par l'exploitant date de 2013 et qu'elle doit être revue après chaque modification notable et/ou mise à jour de l'étude de danger ;

**CONSIDÉRANT** qu'en 2024, l'exploitant a porté à la connaissance de monsieur le préfet des modifications notables et une mise à jour de l'étude de danger ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°BEC2018039-0001 du 08 février 2018 dispose : « *Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude de danger du 20 décembre 2019 précise :

« *Dans les bâtiments de production, le sol des ateliers est formé d'une dalle de béton de 15 à 20 cm* »

*d'épaisseur qui le rend étanche. De nombreuses machines (presses plieuses hydrauliques, presses, ligne de déroulage, etc.) sont enterrées dans des fosses en béton qui peuvent éventuellement servir de rétention. Les eaux retenues seront pompées ultérieurement par une société agréée et éliminées par celle-ci. Cas de la rénovation de l'atelier de galvanisation et de l'extension FAG :*

*Les eaux d'extinction d'incendie du bâtiment 3 rénové (galvanisation + FAG) devront être confinées.*

*Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie selon le guide D9A a été estimé à 185,62 m<sup>3</sup> » ;*

**CONSIDÉRANT** que cette étude de danger ne fournit des informations que pour le bâtiment 3, sans préciser les dimensionnements des autres bâtiments du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude du 4 mars 2021 n° 18111 prévoit un volume de confinement de 185,62 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport de la visite d'inspection du 18 octobre 2022 constatait l'absence de dispositif de confinement des eaux d'incendie malgré la réalisation de l'étude du 4 mars 2021, et indiquait qu'un courriel du 16 décembre 2022 du SDIS de l'Aube précisait que la présence de métaux en fusion rend l'utilisation de l'eau incompatible mais que, pour le reste du bâtiment, son usage pour l'extinction restait la norme ;

**CONSIDÉRANT** que dans son courrier du 16 janvier 2023, l'exploitant indiquait que cet investissement n'a pas été priorisé du fait d'une note d'intervention opérationnelle du SDIS mentionnant l'interdiction de l'eau dans le bâtiment 3 ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport de la visite d'inspection du 22 juin 2023 :

- d'une part, prescrit à l'exploitant d'être en mesure de collecter les eaux d'extinction ;
- d'autre part, précise qu'une étude de danger, devant prendre en considération les consignes du SDIS, était en cours de réalisation ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude de danger présentée en 2024 par l'exploitant précise, à travers les calculs D9A, les volumes à mettre en rétention par bâtiment comme suit :

- Bâtiment 1 : 828 m<sup>3</sup>
- Bâtiment 2 : 1380 m<sup>3</sup>
- Bâtiment 3 : 1433 m<sup>3</sup>
- Bâtiment 13 (chaufferie) : 62 m<sup>3</sup>
- Bâtiment 4 : 894 m<sup>3</sup>
- Bâtiment 5 : 0 m<sup>3</sup>
- Bâtiment 6 : 275 m<sup>3</sup>
- Bâtiment 7 : 66 m<sup>3</sup>

**CONSIDÉRANT** que l'étude de danger présentée en 2024 sur le sol des ateliers permet un confinement localisé des eaux d'extinction dans chaque bâtiment, sans indiquer les capacités de ces derniers, et que, lors de la visite du 10 juin 2025, il a été constaté que le site ne dispose pas d'aménagements permettant le confinement des eaux d'extinction ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de la visite d'inspection du 10 juin 2025, les moyens de détection incendie méritent d'être complétés ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude de danger mise à jour n'inclut pas les produits de décompositions liées à certaines substances notamment les oxydes de zinc, l'acide chlorhydrique, l'ammoniac ou le chlore ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 22 juin 2023 réalisée par l'inspection des installations classées, il a été rappelé à l'exploitant que l'ensemble des matières combustibles doivent être intégrées à cet état de stock, y compris les matières non dangereuses ;

**CONSIDÉRANT** que le document présenté dans la visite d'inspection ne mentionne pas certains combustibles notamment le bois et la feutrine ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort de l'étude de danger de 2024 :

- que le bain de fluxage représente 173 t de produits chimiques, sans toutefois disposer d'informations sur la nature des risques ;
- que ce bain est un mélange de deux produits, dont une grande majorité est classé 4510 « Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 » ;
- que l'exploitant indique que le bain de fluxage est classé 4511 « Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 » ;
- que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier ce classement et qu'il a soumis à l'inspection un document émanant d'un fournisseur de produit chimique présentant un produit équivalent classé 4510, pour lequel le bain était classé 4511, mais sans démontrer ni justifier cette évolution ;
- que la différence entre ces 2 rubriques réside dans le niveau de toxicité pour la vie aquatique et conditionne le classement du site au regard de la nomenclature ICPE ;
- que l'exploitant n'a pas réalisé son recensement sur la plateforme dédiée dans les délais impartis ;
- que le fichier « calcul 2024 SEVESO 3 simulation final-2 » réalisé en 2024 pour le recensement des produits chimiques au regard de la réglementation SEVESO3 ne présente pas les deux produits de fluxage constatés lors de la visite et des échanges ;
- que l'exploitant a transmis un nouveau document, dénommé « liste FDS + bains maj2024-2 » présentant la quantité des matières premières, des bains et des déchets. Il est constaté que la mention H411 représente 336,8 t contre 323 t dans le calcul 2024 SEVESO 3 de l'exploitant ;
- que cette quantité constitue un dépassement de la quantité autorisée au titre de cette rubrique ;
- que le bain de fluxage est un mélange réalisé par l'exploitant composé de deux produits composés des mêmes substances, le chlorure de zinc et le chlorure d'ammonium, dans des proportions différentes ;

**CONSIDÉRANT** que le point 1.1.3.1 de l'annexe I du règlement CLP précise :

*« Si un mélange ayant fait l'objet d'essais est dilué par une substance (diluante) qui appartient à une catégorie de danger équivalente ou inférieure à celle du composant initial le moins toxique, et qui ne devrait pas altérer la classification d'autres composants, il est procédé comme suit, selon le cas :*

- le nouveau mélange est classé comme étant équivalent au mélange initial ;*
- la méthode exposée dans chaque section des parties 3 et 4 pour la classification des mélanges, lorsque des données sont disponibles pour l'ensemble ou une partie des composants, est appliquée ;*
- en cas de toxicité aiguë, la méthode de classification des mélanges fondée sur les composants de ceux-ci (formule d'additivité). » ;*

**CONSIDÉRANT** que le point 3.2 de l'annexe II du règlement REACH définit les informations contenues dans les fiches de données de sécurité des mélanges ;

**CONSIDÉRANT** qu'il impose que « lorsque les concentrations sont données sous forme d'une fourchette de pourcentages, si les effets du mélange en tant que tel ne sont pas disponibles, les dangers pour la santé et l'environnement doivent décrire les effets de la concentration la plus élevée de chaque composant » ;

**CONSIDÉRANT** que l'application de ces règles de classification au mélange réalisé par l'exploitant, le bain de fluxage est classé H400 « Très toxique pour les organismes aquatiques (aigu) » et H410 « Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme », relevant ainsi de la



rubrique ICPE 4510 ;

**CONSIDÉRANT** que les quantités et le classement du bain de fluxage conduisent le site à dépasser le seuil Seveso seuil haut, par cumul au regard des dangers pour l'environnement (Sc) ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite, il a été constaté un dépôt de poussière au niveau de l'aspiration de l'émériseuse, non résolu et non maîtrisé depuis la visite d'inspection du 6 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a présenté aucune mesure en place ou programmée pour réduire l'impact lié à cet équipement sur le milieu naturel, notamment les cours d'eau traversant le site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure

La société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 52, avenue Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS (10120), est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de cette commune de respecter les dispositions suivantes :

N°	Objet	Référence	Délais
1.1	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.3.1.2	15 jours
1.2	Information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6-1	2 mois
1.3	Mise à jour du POI et réalisation d'exercice	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 alinéa 4	1 mois
1.4	Manche à air	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27	1 mois
1.5	Prélèvements environnementaux post-accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5, alinéas 5 à 11	3 mois
1.6	Capacité de rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 11.3	6 mois
1.7	Analyse du risque Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	6 mois
1.8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018 article : 8.3.2	1 mois
1.9	Confinement des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.6.4	6 mois
1.10	Poussières émériseuse	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/06/2025, article 3.1.2	1 mois
1.11	Classement Seveso	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 1.1.2	1 an
1.12	Recensement des produits dangereux	Code de l'environnement, article : L.515-32 point II	1 mois

N°	Objet	Référence	Délais
1.13	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018 article 7.1.1	1 mois
1.14	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article 49	15 jours
1.15	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article 9	2 mois

## **Article 2 : Mesures conservatoires**

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions techniques et organisationnelles nécessaires à l'organisation interne en cas d'urgence. Ces mesures comprennent notamment :

- la mise en place d'une astreinte permanente 24h/24h ;
- la présence d'un responsable opérationnel sur site dans les 30 minutes suivant le déclenchement de l'alerte ;
- la mise en place d'un gardiennage formé à l'intervention en cas d'incendie et en nombre suffisant ;
- des garanties sur sa maîtrise des distances d'effets de la cuve de 50 m<sup>3</sup> d'acide chlorhydrique, et d'autres garanties en cas de dysfonctionnement des dispositifs d'aspiration des bains / d'incendie dans le bâtiment 3 ;
- une présentation des mesures mises en œuvre pour éviter toute dispersion des poussières de l'émériseuse vers le cours d'eau ;
- une présentation du suivi d'eau mensuel de la qualité des eaux intégrant notamment le suivi du paramètre Zn ;
- l'établissement d'un plan d'actions de mise en conformité du site ;

## **Article 3 : Tierce expertise**

Dans le cas où les compléments apportés, vis-à-vis de l'étude de danger, ne permettent pas de lever intégralement les observations de l'inspection des installations classées, une tierce expertise payée par l'exploitant sera demandée.

## **Article 4 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 5 : Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN. Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Troyes, le **17 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Franck DORGE

#### **Délais et voies de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers intéressés, d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale à l'adresse suivante : 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – soit par voie de téléprocédure, sur l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).